

[https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id\\_article=69](https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=69)

# Le sens profond de la révolte de Louvain

- Écrits -

Date de mise en ligne : vendredi 12 novembre 2010

Date de parution : 17 février 1968

---

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

---

L'ampleur des manifestations estudiantines provoquées par la volonté de l'administration de « Louvain francophone » d'assurer le maintien de cette section de l'Université catholique dans la ville flamande de Louvain, a surpris tous les observateurs, malgré les avertissements de 1966. La première constatation doit partir précisément de l'ampleur des manifestations. Il serait indigne de tout démocrate, sans parler d'un socialiste ou même d'un marxiste, d'expliquer ces cortèges quotidiens s'étendant progressivement à toutes les villes flamandes par l'influence prépondérante « d'agitateurs » ou de « chefs d'orchestre occultes ». Il s'agit manifestement d'un phénomène social, qui doit avoir des causes sociales.

La radicalisation des étudiants est un phénomène qui devient de plus en plus universel. Qu'on se rappelle les puissantes manifestations du Zengakuren japonais en 1960, le free speech movement de Berkeley (Californie) aux Etats-Unis, la montée du mouvement anti-guerre parmi les étudiants américains, les actions radicales des étudiants en Allemagne occidentale, l'agitation en faveur du « pouvoir noir » déclenchée par les étudiants noirs aux U.S.A, les grandes manifestations contre le plan Fouchet des étudiants français, les récentes occupations de plusieurs universités italiennes par les étudiants, dont l'Université catholique de Milan, la révolte des étudiants de Madrid et de diverses universités espagnoles, le mouvement provo à Amsterdam, la révolte des jeunes de Brême il y a quinze jours, etc., etc. Il est clair que l'explosion des étudiants flamands n'est pas un phénomène isolé et que, malgré ses particularités, elle reproduit dans notre pays une tendance qui se manifeste dans presque tous les pays du monde.

## « L'explosion universitaire »

Dans les pays industriellement développés, les racines objectives de cette radicalisation doivent être mises en lumière. Il faut partir de « l'explosion universitaire », qui a considérablement accru le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur, ce qui correspond d'ailleurs à des besoins objectifs du mode de production capitaliste, à son étape présente de développement. Mais en fonction du développement inégal entre la « consommation privée » et la « consommation collective » (c'est-à-dire l'insuffisance des crédits alloués à l'enseignement supérieur), l'accroissement du nombre des étudiants a été à la base d'une crise presque permanente de l'université bourgeoise. Ni l'infrastructure matérielle de l'université (locaux, maisons et restaurants d'étudiants, bibliothèques, instruments de recherche, etc.), ni la structure de l'enseignement, ni la qualification du personnel universitaire, ni surtout la structure organisationnelle de l'université n'ont évolué en fonction des besoins résultant de cette « explosion universitaire ».

Bref, une certaine démocratisation de l'accès aux études s'est faite dans le cadre d'une université qui, elle, n'est pas démocratisée, et qui devient une « machine à diplômés ». Or, cette explosion a profondément modifié le recrutement social des étudiants. Alors que l'université était, dans le passé, presque exclusivement accessible aux fils de la grande bourgeoisie et des cadres supérieurs, l'augmentation du nombre des étudiants y a introduit, sinon un pourcentage majeur de fils de la classe ouvrière (ceux-ci restent victimes d'une discrimination résultant de la structure non démocratique de l'ensemble du système d'enseignement, à partir de l'école primaire), du moins un nombre considérable de fils et filles de la petite-bourgeoisie, des employés et des couches inférieures de fonctionnaires. Souvent, il s'agit d'étudiants qui, de par leur milieu d'origine, sont plus près des travailleurs que de la grande bourgeoisie. Souvent aussi, il s'agit d'étudiants qui sont confrontés avec des problèmes matériels quotidiens ignorés jadis par la masse estudiantine d'origine riche. De ce fait, la crise permanente de l'université bourgeoise aboutit nécessairement à une remise en question croissante de cette université et de la société bourgeoise dans son ensemble par une minorité importante d'étudiants politisés.

## Les étapes d'une remise en question

Les étapes de cette remise en question sont bien connues, et Louvain flamand, où le nombre d'étudiants d'origine modeste est plus élevé que dans n'importe quelle autre université belge, en a fourni un exemple véritablement classique depuis quelques années :

1. Naissance du syndicalisme étudiant à des fins purement matérielles (restaurants universitaires, coopératives de logement, grève contre les prix excessifs des repas) ;
2. Remise en question de la structure autoritaire de l'administration de l'Université, sur toutes les questions concernant le bien-être immédiat des étudiants ;
3. Remise en question de cette même autorité en matière de politique universitaire (la décision de maintenir « Louvain francophone » a été prise en dépit de l'opinion de la majorité des étudiants et sans même consulter ceux-ci) ;
4. Naissance d'un sentiment de révolte à l'égard de toutes les structures autoritaires (celle de l'Université, de l'épiscopat, de l'Etat bourgeois, du grand capital) ; C'est alors que naît le S.V.B. (Studenten Vakbeweging) dans le courant de 1967.
5. Elargissement de la prise de conscience grâce à une sensibilité plus nette à l'égard des grands problèmes internationaux (Vietnam, Cuba, guérillas d'Amérique latine). Il faut souligner le fait que des étudiants de sciences sociales peuvent plus facilement obtenir une vue globale de l'évolution sociale que des travailleurs manuels ou intellectuels, victimes de la division du travail et rivés à des tâches parcellaires qui tendent de les couper d'une vue d'ensemble du monde. Aussi n'est-ce pas par hasard que, tant sur la question du Vietnam que sur Che Guevara, l'Université de Louvain a connu des meetings plus larges et d'un esprit plus militant que n'importe quelle autre ville de Belgique. Il faut y ajouter que le souvenir du R.P. Camilo Torres, ancien étudiant de Louvain, tombé en héros à la tête de guérillas en Colombie, y contribue également ;
6. Tentative délibérée d'intégrer cette révolte contre les structures autoritaires et contre l'hypocrisie et le cynisme qui prévalent dans la société bourgeoise et dans les partis traditionnels dans une critique d'ensemble de la société néo-capitaliste ;
7. Efforts de traduire dans les faits cette tentative d'orientation anticapitaliste (puissamment stimulée par les incidents de Zwartberg) en prenant contact avec les travailleurs d'avant-garde, ce qui s'est soldé par l'effort des étudiants de Louvain d'aider les ouvriers des usines A.B.R. de Louvain d'occuper leur usine lorsque la Société Générale a annoncé leur fermeture.

## Une particularité...

Sur cette évolution qui ne fait que reproduire en Belgique ce qui s'est passé dans maints autres pays se greffe évidemment une particularité : le conflit des nationalités dans notre pays et les antécédents politiques et idéologiques du mouvement étudiant à Louvain. Sa tradition est nettement nationaliste petite-bourgeoise. Comme partout en Flandre, ce nationalisme avait été à prédominance démocratique et socialisant dans la période 1918-29, a été largement influencé sinon accaparé par des forces fascistes dans la période 1930-44, et a connu un examen de conscience et un réaligement généralisé au lendemain de la deuxième guerre mondiale, processus qui est loin d'être terminé. Autant il serait erroné de présenter la masse des étudiants politisés de Louvain comme des « racistes » ou des « xénophobes », sinon comme des « semi-fascistes », autant il serait déplacé d'ignorer que des influences réactionnaires s'exercent encore sur cette masse.

## Décléricalisation

En fait, l'évolution de cette masse peut être résumée par la formule de décléricalisation. Le choc émotionnel provoqué par le refus de l'épiscopat de respecter à Louvain la volonté de l'immense majorité du peuple flamand de maintenir le caractère homogène, du point de vue linguistique, de l'enseignement en Flandre, a fait fondre comme

neige au soleil l'influence politique du P.S.C. et du haut clergé parmi le corps étudiantin de Louvain. Ainsi s'est créé un grand vide, où deux forces luttent pour le moment pour conquérir l'influence pré-dominante :

â€” les forces de la Volksunie, qui se cramponnent à un nationalisme d'essence culturelle et linguistique, caractérisé par le cri « Walen buiten » (les Wallons dehors), qui recherchent une alliance exclusivement dans la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie moyenne flamande, et qui représentent l'arrière-garde du mouvement, le poids du passé sur le présent.

â€” les forces des syndicats étudiantins, qui cherchent à étendre la révolte étudiantine vers la même prise de conscience anticapitaliste qu'ils ont eux-mêmes vécue il y a quelques années, qui essayent de substituer au cri « Walen buiten » le cri « bourgeois buiten », qui recherchent délibérément l'alliance avec les syndicats ouvriers et les milieux de travailleurs d'avant-garde, tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, et qui représentent manifestement l'avant-garde du mouvement, l'annonce de l'avenir déjà en marche.

En comprenant qu'il s'agit d'une lutte au sein d'une masse étudiantine qui, demain, influencera profondément toutes les organisations de masse flamandes, on comprend l'importance pour le mouvement ouvrier d'une attitude qui n'aboutit ni à l'abstentionnisme, ni à la diversion, mais qui jette son poids dans la balance pour permettre aux forces flamandes progressistes d'arracher de manière durable la direction du mouvement flamand aux forces de droite.

On peut dire qu'on se trouve devant une responsabilité véritablement historique, car c'est la rupture entre le mouvement ouvrier et le mouvement flamand, pourtant d'origine et de portée essentiellement démocratique et sociale, qui a largement empêché dans ce pays, pendant plus d'un demi-siècle, la percée de l'extrême-gauche et du socialisme. Il y a aujourd'hui une occasion qui peut permettre de surmonter cette rupture. Ceux qui refusent de le faire ou qui empêchent de marcher dans cette voie prennent la responsabilité d'une nouvelle phase de paralysie de fait des forces de gauche.

Pareille orientation correspond aux principes doctrinaux défendus par la, C.S.T. et acceptés, du moins en partie, par une fraction importante de la gauche.

## Louvain et le droit des peuples

La demande du transfert en Wallonie de la section francophone de l'Université de Louvain correspond aux exigences du droit démocratique des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, et reflète les impératifs du fédéralisme, réclamé à la fois par le peuple wallon et par le peuple flamand. Elle est donc conforme à nos principes. Mieux : refuser ce transfert, c'est jeter le doute sur la sincérité des professions de foi fédéralistes, c'est renforcer le soupçon que les francophones de ce pays réclameraient à la fois le fédéralisme pour échapper à leur minorisation au sein de l'Etat unitaire et le droit de continuer à grignoter le caractère homogène, du point de vue culturel et linguistique, de la Flandre, c'est-à-dire réclameraient à la fois l'auto-gouvernement pour la Wallonie et le refus d'auto-gouvernement pour la Flandre.

Il est évident que si le mouvement wallon devait par malheur adopter pareille position, la lutte pour le fédéralisme serait irrémédiablement condamnée à l'échec. S'il devait par contre comprendre l'utilité d'élargir toutes les brèches qui apparaissent dans les structures de l'Etat unitaire bourgeois, il préparerait la nécessaire et inévitable confluence des forces populaires wallonnes et flamandes, qui jetteraient bas et l'Etat unitaire et le capitalisme en Belgique.

Il est grand temps de prendre la mesure exacte du mouvement flamand et de la révolte de Louvain. C'est une

nécessité vitale pour le mouvement ouvrier belge ; la désunion entre ces deux mouvements a empêché depuis un demi-siècle toute percée de l'extrême-gauche socialiste.

Pour comprendre la révolte de Louvain, il faut partir, en premier lieu, de la radicalisation des étudiants, phénomène universel qui se manifeste aux U.S.A. comme au Japon, à Berlin à Milan comme à Madrid. Les étudiants de l'enseignement supérieur sont aujourd'hui en grande partie d'origine petite bourgeoise et ils ressentent, à plus d'un titre, et plus vivement peut-être qu'aucune catégorie sociale, l'oppression particulière du système néo-capitaliste inscrite dans les structures de l'université.

D'autre part, cette jeunesse instruite prend conscience des grands problèmes internationaux de l'heure, le Vietnam, Cuba, l'Amérique latine. Pour comprendre la révolte de Louvain il faut partir, en second lieu, du mouvement d'émancipation du peuple flamand, enfermé jusqu'ici dans un stérile conflit de nationalités.

D'origine démocratique, le mouvement flamand est en train de franchir le cap de la décléricalisation et de la prise de conscience anticapitaliste. Il faut donc que tous les ouvriers du pays, flamands et wallons, jettent leur poids dans la balance pour permettre aux forces flamandes progressistes d'arracher, de manière durable, la direction du mouvement flamand aux forces de droite.

Cette orientation correspond profondément aux principes doctrinaux défendus par la C.S.T. La demande du transfert en Wallonie de la section francophone de l'Université de Louvain est un pas décisif vers le fédéralisme qui jettera à bas l'Etat unitaire et le capitalisme en Belgique.

Nous poursuivons ici la publication de l'étude dont la première partie a paru dans le numéro précédent de « La Gauche ».

Qu'il s'agisse vraiment d'un test de sincérité des convictions fédéralistes, voilà ce qui se confirme à la lumière du fait que toutes les formations politiques flamandes, y compris les socialistes flamands lors de leur récent congrès de Klemskerke, y compris le Liberaal Vlaams Verbond, pourtant des plus modérés, se rallient à la thèse de « Louvain Flamand ». On peut difficilement contester dans ces conditions qu'ils s'agisse d'une revendication émanant de toute la nationalité flamande et qu'on piétine dès lors les droits des nationalités en refusant d'acquiescer à cette revendication.

## Trois arguments ont été opposés à ce raisonnement

Le premier, émanant des mouvements fédéralistes wallons, part de la constatation qu'il y a tout un contentieux flamando-wallon ; que dans ce contentieux on ne peut isoler un facteur et que si l'on donne satisfaction aux Flamands sur la question de Louvain on affaiblit d'autant la position des négociateurs wallons lors de la discussion de ce contentieux d'ensemble. C'est un point de vue de marchandage politique, qui tourne délibérément le dos aux principes.

Comment les mouvements wallons pourraient-ils réclamer l'application du principe des nationalités et de l'auto-détermination aux Fourons ; comment les Bruxellois pourraient-ils réclamer le droit d'autodétermination pour l'agglomération bruxelloise, en refusant en même temps l'application du même principe au peuple flamand et aux étudiants de Louvain ? C'est d'ailleurs un point de vue de marchandage politique inefficace, car il place les mouvements wallons, d'essence populaire et progressiste, en porte-à-faux, en alliance avec les pires formes

réactionnaires et cléricales, bouchant ainsi l'avenir d'une unité d'action des travailleurs wallons et flamands.

Le deuxième, émanant des défenseurs de l'école officielle, exprime la crainte que le transfert de « Louvain-francophone » en partie en Wallonie et en partie à Bruxelles (plan en voie de réalisation avec la Faculté de médecine à Woluwé), n'aboutisse en définitive à renforcer le réseau d'enseignement catholique, aux dépens de l'enseignement officiel. Certains vont même jusqu'à voir dans toute « l'affaire de Louvain » une machination diabolique de l'épiscopat pour arracher les subsides nécessaires au financement d'une nouvelle université catholique, qui modifierait à la longue les rapports de forces idéologiques et politiques en Wallonie. Un tel raisonnement est fréquent dans les milieux P.S.B. flamands qui, par peur de se prononcer, présentent Louvain comme une « diversion », une nouvelle guerre scolaire.

A ceux-là il faut répondre franchement que comme Paris, le fédéralisme vaut bien une messe : André Renard lui-même avait promis une université catholique aux Wallons croyants, dans le cadre d'une Belgique fédérale ; que l'Eglise de 1968 n'est plus l'Eglise de 1848 ou de 1893, et certainement pas l'ennemi n°1 du mouvement ouvrier de ce pays et que ce sera aux croyants francophones eux-mêmes à débattre de la nature de l'Université de Namur, qui pourrait fort bien devenir une université pluraliste en échange de la création d'une nouvelle université pluraliste à Anvers. En tout cas, il est évident que donner la priorité à ce genre de conflit sur la possibilité de faire basculer une partie de l'intelligentsia flamande du côté de la gauche serait commettre une erreur politique impardonnable.

Il est d'ailleurs devenu très clair que c'est pour des raisons profondes que le clergé et la bourgeoisie tentent systématiquement de déformer la portée de la lutte des étudiants flamands. L'implantation de l'université francophone en Wallonie intégrerait celle-ci plus étroitement parmi la population et accélérerait également le processus de démocratisation de cette partie de l'université catholique. D'autre part, cette implantation représenterait un éclatement des structures unitaire et faciliterait grandement l'instauration du fédéralisme.

## « Tolérance » ou égalité ?

Le troisième argument, émanant des milieux libéralisants et sociaux-démocrates de Bruxelles, met en avant la défense de la liberté individuelle, et voit dans l'exigence d'une université homogène flamande à Louvain un relent de racisme réactionnaire devant lequel il ne faut abdicuer à aucun prix. Ces mêmes milieux s'étaient d'ailleurs déjà opposés avec le même argument contre la création d'une université flamande à Gand, il y a quarante ans. Il suffirait de demander à ces messieurs la réciproque (c'est-à-dire la création d'une université flamande à Liège ou à Charleroi), pour s'apercevoir où se trouve le véritable nationalisme ; car il est manifeste qu'ils réclament pour eux-mêmes des droits qu'ils se refusent avec obstination d'accorder à d'autres, partant de la notion purement raciste de « supériorité » de la culture française sur la culture néerlandaise.

En réalité, ce qui est en jeu, ce n'est pas le principe de tolérance, pas plus qu'il n'est en jeu dans n'importe quel pays au monde où des nationalités jadis opprimées réclament la plénitude de leurs droits, mais le principe d'égalité. La tolérance ne peut être pratiquée qu'entre égaux. A l'époque de la colonisation, réclamer une extension de l'enseignement français en Algérie n'était pas faire preuve de tolérance, mais défendre des structures iniques et inégales. Une fois l'indépendance acquise, la tolérance (et même l'extension) de l'enseignement français a pu être négociée (autre chose est de savoir si cette négociation a été entièrement acquise vu les liens de dépendance néo-coloniale qui lient l'Algérie actuelle à la France).

Le devoir des forces de gauche est donc clair. Elles doivent appuyer l'avant-garde progressiste des étudiants de Louvain, les aider à donner une orientation fédéraliste anticapitaliste à leur lutte, contribuer à l'établissement d'une alliance durable entre eux et l'avant-garde du mouvement ouvrier, en don-nant un appui à la revendication « Louvain

francophone en Wallonie ».

Elles doivent également dénoncer les brutalités de la gendarmerie, la nuisance des lois dites « du maintien de l'ordre » et le caractère profondément antidémocratique de l'Etat bourgeois, dès que les masses se mettent à agir.

Elles doivent ensuite amplifier la prise de conscience démocratique, anti-autoritaire et anticapitaliste des étudiants de Louvain en élaborant avec eux un programme cohérent de revendications portant sur la nature de l'université, programme qui ne débouche pas seulement sur l'idée de pré-salaire, mais encore sur celle d'une participation directe, avec droit de veto, de représentants élus des étudiants à l'administration des universités.[didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)